

USAGE DU MOBILE MONEY DANS LA VILLE DE DIANRA : PRATIQUES, FACTEURS D'ADOPTION ET CONTRIBUTION À L'INCLUSION FINANCIÈRE

Kapiéfolo Julien KONE

Enseignant-chercheur

Université Peleforo GON COULIBALY (Korhogo, Côte d'Ivoire)

kapiéfolo@yahoo.fr

Résumé

En Afrique de l'Ouest, le mobile money constitue désormais un levier majeur d'inclusion financière, particulièrement dans les localités faiblement bancarisées. L'objectif général est d'évaluer le niveau d'adoption, les usages dominants, ainsi que les contraintes rencontrées par les usagers afin de mieux comprendre les dynamiques locales de la finance numérique. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie mixte a été adoptée : une recherche documentaire et une enquête quantitative a été conduite auprès de 180 usagers sélectionnés selon un échantillonnage raisonné dans la localité de Dianra. Les résultats montrent d'abord une bancarisation extrêmement faible ; 13,3 % des répondants et révèlent une adoption massive du Mobile Money 95 % des enquêtés. Les services les plus mobilisés sont le dépôt (88,9 %), le transfert d'argent (87,8 %) et le retrait (74,4 %). Les services financiers avancés restent marginalement exploités : paiement de factures (22,8 %), paiement chez les commerçants (8,9 %), micro-crédit/épargne (5,6 %). Les pannes réseau et le manque de liquidité, rapportés majoritairement chez l'opérateur dominant, constituent des limites opérationnelles récurrentes.

Mots-clés : Mobile money, Inclusion financière, Transfert d'argent et Dianra

Uso del dinero móvil en la ciudad de Dianra : prácticas, factores de adopción y contribución a la inclusión financiera

Resumen

En África Occidental, el dinero móvil constituye hoy en día un importante motor de inclusión financiera, especialmente en las localidades con escasa presencia bancaria. El objetivo general es evaluar el nivel de adopción, los usos predominantes y las dificultades a las que se enfrentan los usuarios, con el fin de comprender mejor las dinámicas locales de las finanzas digitales. Para alcanzar este objetivo, se ha adoptado una metodología mixta: se ha llevado a cabo una investigación documental y una encuesta cuantitativa entre 180 usuarios seleccionados mediante un muestreo razonado en la localidad de Dianra. Los resultados muestran, en primer lugar, una bancarización extremadamente baja (el 13,3 % de los encuestados) y revelan una adopción masiva del dinero móvil (el 95 % de los encuestados). Los servicios más utilizados son el depósito (88,9 %), la transferencia de dinero (87,8 %) y la retirada (74,4 %). Los servicios financieros avanzados siguen siendo marginales: pago de facturas (22,8 %), pago en comercios (8,9 %), microcrédito/ahorro (5,6 %). Las interrupciones de la red y la falta de liquidez, señaladas mayoritariamente en el operador dominante, constituyen limitaciones operativas recurrentes.

Palabras clave: Dinero móvil, Inclusión financiera, Transferencia de dinero y Dianra

The use of mobile money in the town of Dianra : practices, adoption factors and contribution to financial inclusion

Abstract

In West Africa, mobile money has become a key driver of financial inclusion, particularly in areas with low levels of access to banking services. The overall objective is to assess the level of adoption, the predominant uses, and the constraints encountered by users in order to better understand the local dynamics of digital finance. To achieve this objective, a mixed-methods approach was adopted: a literature review and a quantitative survey were conducted among 180 users selected using purposive sampling in the town of Dianra. The results first show an extremely low level of banking penetration (13.3% of respondents) and reveal widespread adoption of Mobile Money (95% of respondents). The most frequently used services are deposits (88.9%), money transfers (87.8%) and withdrawals (74.4%). Advanced financial services remain marginally utilised: bill payments (22.8%), payments at retailers (8.9%), and microcredit/savings (5.6%). Network outages and a lack of liquidity, reported predominantly with the dominant operator, constitute recurring operational constraints.

Keywords : Mobile money, Financial inclusion, Money transfers and Dianra

INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest, l'utilisation et l'accès aux services bancaires restent faible avec un taux de bancarisation strict qui oscille entre 22% et 36,6%, (BCEAO, 2025, p. 21). La prédominance du secteur informel, le faible niveau de revenu des ménages, l'absence d'éducation financière et l'insuffisance des infrastructures bancaires en zones rurales sont des facteurs explicatifs de cette situation. Dans ce contexte, l'essor du Mobile Money est susceptible de transformer en profondeur des dynamiques d'inclusion financière en Afrique subsaharienne.

À partir des années 2000, l'introduction de Mobile Money dans le système de transaction financière facilite les transactions par téléphone portable. Ce procédé devient une alternative pour les populations qui rencontrent des difficultés d'accès à un système de bancarisation. Dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, l'émergence du Mobile money vise l'inclusion financière des populations marginalisées. Grâce à la multiplication des opérateurs de téléphonie mobile et la facilité d'accès des populations au téléphone portable (A. Cheneau-Loquay, 2012, p. 85), le Mobile money permet la circulation des flux financiers impactant ainsi la lutte contre la pauvreté et le développement inclusif. Le nombre de compte actifs a évolué de 25% entre 2021 et 2022 (GSMA, 2023, p. 19). Cette spécificité régionale souligne le rôle structurant du Mobile Money comme vecteur d'accès financier pour des populations auparavant exclues.

Toutefois, malgré ces avancées significatives, l'impact du Mobile Money sur l'inclusion financière des populations rurales demeurent hétérogènes et soulèvent plusieurs enjeux, notamment en matière de littéracie financière, de régulation, de sécurité des transactions et d'interopérabilité des systèmes. Pourtant, cette littérature demeure largement agrégée à l'échelle nationale ou régionale, et les travaux focalisés sur des espaces ruraux spécifiques restent rares. Dans la région du Béré, située dans le district du Woroba au centre-nord de la Côte d'Ivoire, la ville de Dianra apparaît comme un espace rural à dominante agro-pastorale, relativement éloigné des grands centres urbains, au maillage villageois dense et à l'accessibilité routière imparfaite. Dans ce type de configuration territoriale, le Mobile money est potentiellement appelé à jouer un rôle crucial pour la sécurisation des revenus agricoles, la réception des transferts des migrants, le règlement des transactions commerciales locales et la gestion des risques liés aux chocs climatiques ou sanitaires. Cependant, l'intensité réelle d'usage, la diversité des pratiques et les obstacles spécifiques rencontrés par les ménages et les petits acteurs économiques.

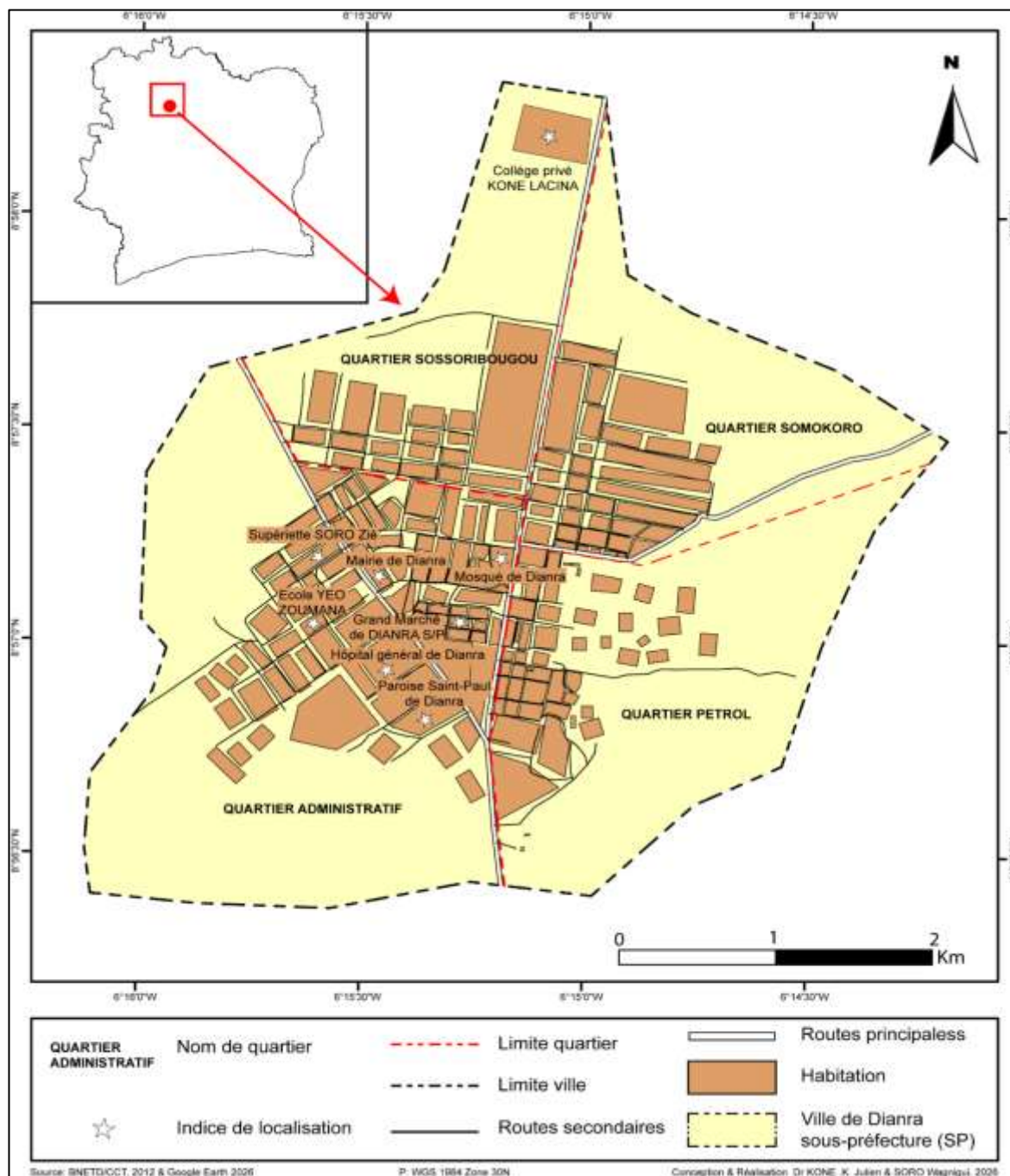
Dans ce contexte, la question centrale qui se pose est la suivante : comment les populations de Dianra utilisent-elles concrètement les services de Mobile money, et dans quelle mesure ces usages contribuent-ils à leur inclusion financière et à la sécurisation de leurs transactions quotidiennes ? À partir de cette interrogation, l'objectif général de ce travail est d'analyser les usages du Mobile money afin d'apprécier leur contribution à l'inclusion financière des populations locales et d'identifier les facteurs qui favorisent ou freinent l'appropriation de ces services.

1. Méthodologie de collecte des données

1.1- Cadre spatial

Le cadre spatial de la recherche est la localité de Dianra, située dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Ce territoire se caractérise par : une faible bancarisation formelle, une forte présence d'agriculteurs et de petits commerçants et une diffusion importante des services Mobile Money via des points de services. La figure 1 montre la localisation de Dianra.

Figure 1 : Localisation de la ville de Dianra



1.2. Échantillonnage

Compte tenu de l'absence de base de sondage exhaustive des usagers du Mobile Money et du caractère exploratoire de l'étude, un échantillonnage raisonné a été retenu. Les enquêtés ont été sélectionnés selon les critères suivants : être résident de la localité de

Dianra au moment de l'enquête ; être utilisateur effectif du Mobile Money. Au total 180 usagers de Mobile Money ont été enquêtés. En complément, quelques entretiens semi-directifs ont été conduits auprès de 05 d'agents Mobile Money et d'un responsable de micro finance locale.

2- Résultats

2.1. Profil socio-démographique et économique des usagers de Mobile Money à Dianra

Cette partie présente les caractéristiques socio-démographiques et économiques des utilisateurs de Mobile Money à Dianra, afin de mieux comprendre le profil des usagers et les facteurs pouvant influencer leur adoption et leur usage des services financiers mobiles.

2.1.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Les principales caractéristiques sociodémographiques des enquêtés sont consignés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Répartition par sexe (H/F) des enquêtés

Variable	Catégorie	Effectif	Fréquence (%)
Sexe	Homme	134	74.4%
	Femme	46	25.6%

Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

Le tableau 1 présente la répartition des enquêtés selon le sexe. Il en ressort une nette prédominance des hommes, qui représentent 74,4 % de l'échantillon (134 sujets), contre 25,6 % de femmes (46 sujets). Cette distribution met en évidence un déséquilibre entre les deux sexes, avec une sur-représentation masculine. Ce déséquilibre est à garder à l'esprit lors de l'interprétation des résultats, car il peut limiter la généralisation des conclusions à l'ensemble de la population, notamment en ce qui concerne les femmes.

2.1.2. Activités socio-économiques des enquêtés

Cette section décrit les principales activités socio-économiques exercées par les enquêtés, afin de mieux comprendre leurs sources de revenus, leurs rôles économiques et leur insertion dans le tissu local.

Tableau 2 : Répartition des activités économiques des enquêtés

Principale activité économique	Total	Fréquence (%)
Agriculture	57	31.67
Commerce/Vente	51	28.33
Fonctionnaire/Salarié Privé	11	6.11
Élève/Étudiant	25	13.89
Artisanat/Métier	15	8.33
Autre	21	11.67
Total	180	100.00

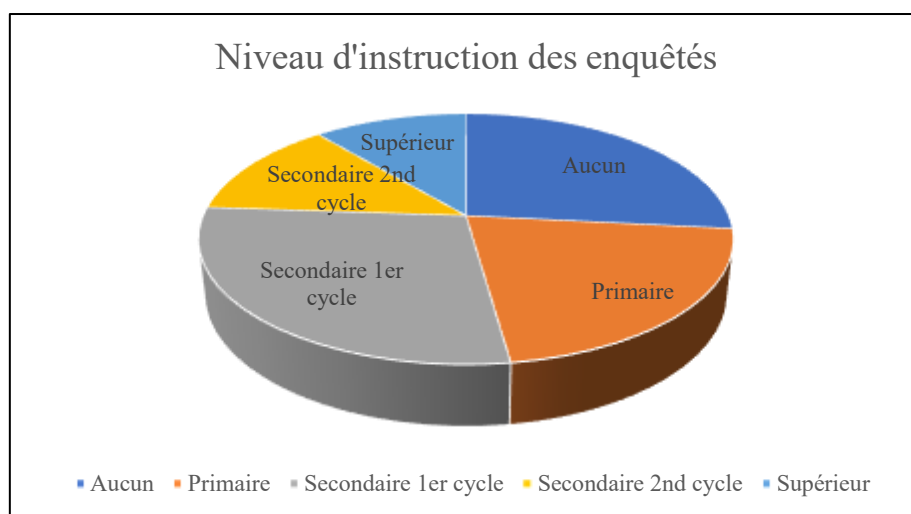
Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

Le tableau 2 présente la répartition des enquêtés selon leur principale activité économique. Il ressort que l'agriculture constitue le premier secteur d'activité avec 31,67 % des enquêtés (57 personnes), suivie de très près par le commerce/vente qui regroupe 28,33 % des répondants (51 personnes). Ces deux catégories concentrent donc à elles seules près des deux tiers de l'échantillon, ce qui traduit une forte présence des activités agricoles et commerciales dans le milieu étudié. Les élèves/étudiants représentent 13,89 % de l'échantillon (25 personnes), témoignant d'une part non négligeable de jeunes en cours de formation. Les artisans et métiers (8,33 %, soit 15 personnes) occupent une place plus modeste, tout comme les fonctionnaires et salariés du privé, qui ne représentent que 6,11 % (11 personnes), ce qui suggère une faible proportion d'emplois formels dans la population enquêtée. Enfin, la catégorie « Autre » regroupe 11,67 % des enquêtés (21 personnes), indiquant la présence d'activités diverses non spécifiées. Au total, les 180 enquêtés se répartissent de manière cohérente entre ces différentes activités, la structure globale mettant en évidence la prédominance des secteurs agricole et commercial.

2.1.3. Niveau d'instruction des enquêtés

L'analyse du niveau d'instruction des enquêtés permet de mieux comprendre les facteurs socio-économiques et culturels susceptibles d'influencer leurs comportements financiers et leur recours aux services bancaires et Mobile Money (Figure 2).

Figure 2 : Répartition du niveau d'instruction des enquêtés



Source : Kapiéfolo J. KONE (2025)

La figure 2 présente la répartition des enquêtés selon leur niveau d'instruction. Il montre d'abord une certaine diversité des parcours scolaires, mais également une structure assez équilibrée entre niveaux faibles et niveaux intermédiaires. La catégorie la plus représentée est le secondaire 1er cycle (28 %), ce qui indique qu'une bonne partie des enquêtés a une scolarisation de base relativement avancée, sans nécessairement accéder au second cycle ou au supérieur. Viennent ensuite les personnes sans niveau d'instruction (27 %), proportion élevée qui signale une vulnérabilité potentielle en termes d'accès à l'information, aux opportunités économiques et à l'autonomie sociale. Le primaire représente 21 %, ce qui confirme un poids important des niveaux d'instruction faibles ou incomplets dans l'échantillon. Le secondaire 2nd cycle (13 %) reste présent mais minoritaire, tandis que le supérieur (11 %) constitue la catégorie la moins représentée, reflétant un accès limité aux études universitaires dans la population enquêtée. Globalement, le graphique fait apparaître une forte polarisation : environ 48 % des

enquêtés n'ont pas dépassé le primaire, alors qu'à peine 24 % ont atteint le lycée ou l'enseignement supérieur. Ce profil suggère que la population étudiée est majoritairement marquée par un faible niveau d'instruction, ce qui peut influencer leurs capacités d'insertion professionnelle, leur accès aux services et leur participation à certaines activités socio-économiques.

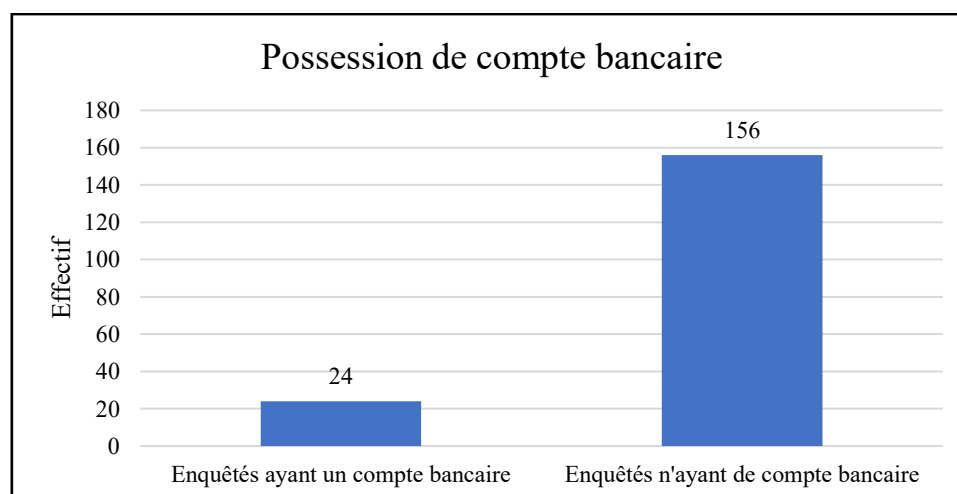
2.2. Niveau de bancarisation et degré d'adoption du Mobile Money

Cette partie s'intéresse au niveau de bancarisation de la population et le degré d'adoption du Mobile Money, afin de comprendre les dynamiques financières locales et les choix des individus en matière d'accès aux services financiers.

2.2.1. Bancarisation formelle des enquêtés

Cette section examine le niveau de bancarisation formelle des enquêtés, en mettant en lumière leur accès aux services financiers traditionnels tels que les comptes bancaires et autres instruments de paiement formels (Figure 3).

Figure 3 : Taux de bancarisation des enquêtés



Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

La figure 3 montre une très faible bancarisation au sein des enquêtés. Seules 24 personnes déclarent posséder un compte bancaire, contre 156 qui n'en disposent pas. Cette répartition révèle une forte prédominance de la non-bancarisation, puisque plus de 85 % des enquêtés restent en dehors du système bancaire formel. Cette situation met en évidence un accès limité aux services financiers, possiblement lié à plusieurs facteurs :

faible revenu, manque de documents administratifs, distance aux structures bancaires ou encore déficit de confiance envers les institutions financières. En somme, le graphique traduit une faible inclusion financière dans la population étudiée, un enjeu majeur pour l'autonomisation économique et la sécurité des transactions.

2.2.2. Raisons de non-bancarisation

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi une partie de la population reste non-bancarisée, allant de l'éloignement des agences à des coûts perçus comme élevés, en passant par la méfiance envers le système bancaire ou l'absence des pièces administratives requises.

Tableau 3 : Raisons de la non-utilisation des services bancaires parmi les personnes non bancarisées

Raison de non utilisation des services bancaire	Effectif	Fréquence (%)
Trop éloigné	1	0,64
Coûts élevés	18	11,54
Procédures complexes	11	7,05
Manque de documents	15	9,62
Revenus irréguliers	7	4,49
Pas besoin	88	56,41
Autre raison	16	10,26
Total des non-bancarisés	156	100,00

Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

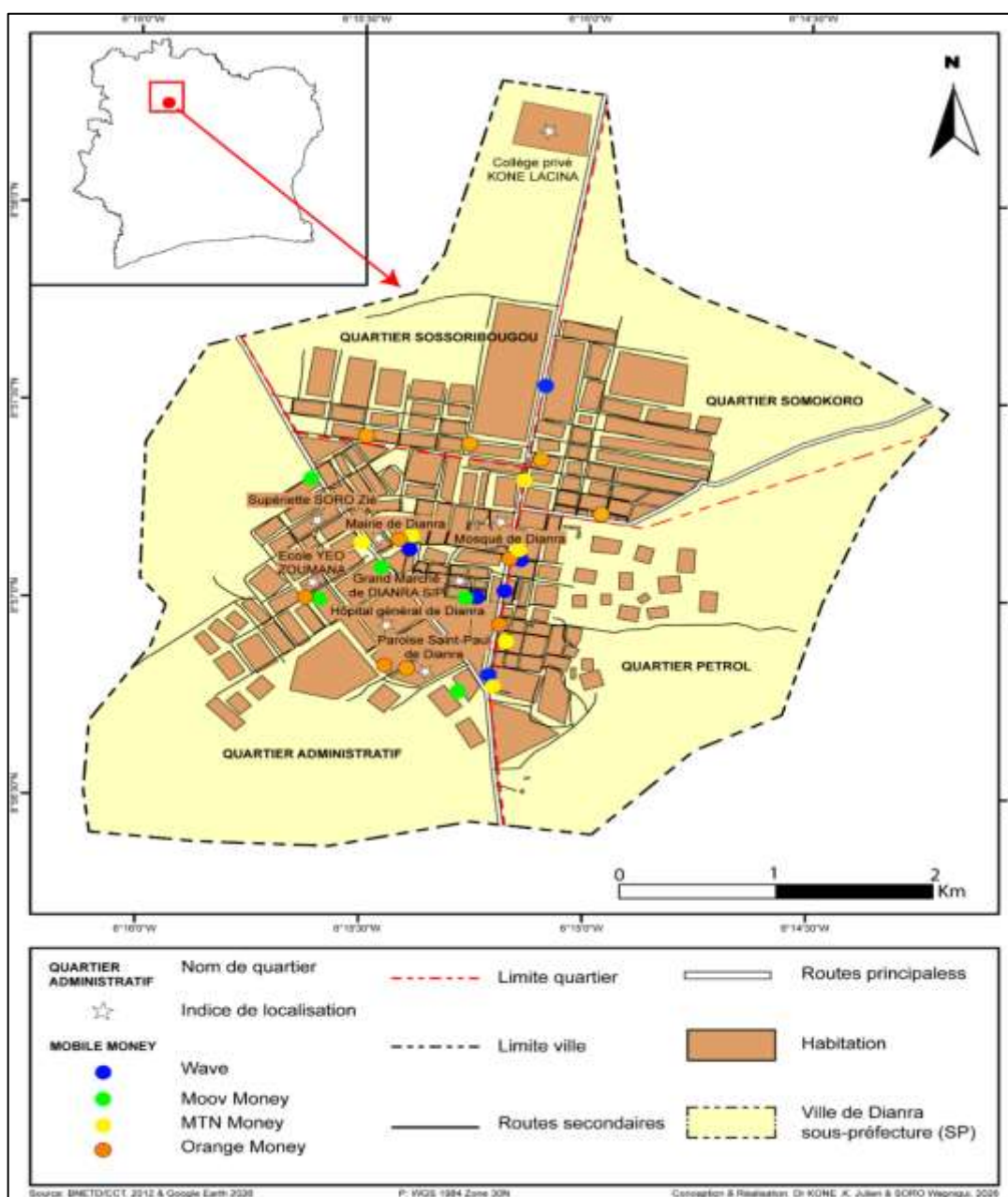
On observe que, parmi les personnes non bancarisées, la raison principale avancée est l'absence de besoin perçu : plus de la moitié des enquêtés (56,41 %, soit 88 personnes) déclarent ne pas avoir besoin de services bancaires. Cela montre que la non-bancarisation tient moins à des obstacles matériels immédiats qu'à une représentation de la banque comme un service non indispensable à leur vie quotidienne ou à leur activité économique. Viennent ensuite des raisons plus « techniques » ou économiques : les coûts jugés élevés (11,54 %), les autres raisons diverses (10,26 %), le manque de documents requis (9,62 %) et la complexité des procédures (7,05 %). Les revenus irréguliers (4,49 %) et la distance aux services bancaires (0,64 %) sont relativement peu cités. Globalement, ce tableau suggère que les politiques de bancarisation devraient agir à la fois sur la sensibilisation (montrer l'utilité concrète du compte bancaire) et sur la simplification /

accessibilité des services (réduction des coûts, procédures allégées, exigences documentaires adaptées).

2.2.3. Adoption du Mobile Money

L'adoption du Mobile Money résulte de la combinaison entre accessibilité technologique, besoins financiers quotidiens et recherche de solutions rapides et sécurisées par les usagers.

Figure 4 : Répartition des points mobile money



La figure 4 met en évidence une concentration des points de Mobile Money le long des grandes voies de circulation, où les flux de population et les activités économiques sont les plus importants.

2.3. Usages dominants du Mobile Money et fonctions transactionnelles

Cette section analyse les pratiques les plus courantes du Mobile Money et met en lumière les principales fonctions transactionnelles qui structurent son usage au quotidien au sein des communautés.

2.3.1. Typologie des opérations courantes de mobile money

Cette section présente les principales opérations courantes réalisées via le Mobile Money, en mettant en lumière leurs logiques d'usage et leur rôle dans les transactions quotidiennes des utilisateurs.

Tableau 5 : Proportion d'utilisation des services mobile money

Type de Service Mobile Money	Effectif	Pourcentage Utilisateurs	Rôle Économique
Dépôt d'argent	160	88.9%	<i>Cash-in</i> : Alimentation du compte
Transferts d'argent	158	87.8%	<i>P2P</i> : Envoi/réception de fonds
Retrait d'argent	134	74.4%	<i>Cash-out</i> : Retrait d'espèces
Paiement de factures	41	22.8%	<i>P2B</i> : Paiement de services (électricité, eau)
Achat de crédit téléphonique	100	55.6%	<i>P2B</i> : Service de base de l'opérateur
Paiement de salaire	6	3.3%	<i>B2P</i> : Transaction formelle
Micro-crédit/Épargne	10	5.6%	<i>Inclusion Financière Avancée</i>
Paiement chez commerçant	16	8.9%	<i>P2B</i> : Usage comme moyen de paiement

Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

2.3.2. Fonction transactionnelle et rôle économique local

Cette partie analyse comment le Mobile Money s'inscrit au cœur des échanges quotidiens et contribue à dynamiser l'activité économique locale.

Tableau 6 : Répartition des motifs de satisfaction déclarés par les utilisateurs

Raison de satisfaction	Effectif	Fréquence (%)
Sécurité	136	75.6%
Disponibilité 24h/24	90	50.0%
Facilité d'usage	132	73.3%
Tarifs bas	50	27.8%
Rapidité/Instantanéité	100	55.6%
Autres	2	1.1%
Total de réponses	510	100%

Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

Les données du tableau montrent que la satisfaction des usagers est d'abord portée par des dimensions fonctionnelles fortes : la sécurité (75,6 %) et la facilité d'usage (73,3 %) arrivent en tête des motifs de satisfaction, ce qui signifie que les usagers se sentent globalement en confiance avec le service et le trouvent simple à utiliser. Viennent ensuite la rapidité/instantanéité (55,6 %) et la disponibilité 24h/24 (50,0 %), ce qui souligne l'importance accordée à la réactivité et à l'accessibilité continue du service. En revanche, les tarifs bas ne sont cités que par 27,8 % des répondants, ce qui laisse penser que le coût est un point de satisfaction plus secondaire, voire un aspect sur lequel le service pourrait encore s'améliorer. Enfin, la très faible part de la catégorie "Autres" (1,1 %) montre que les principaux motifs de satisfaction sont bien captés par les items proposés dans le questionnaire et que les usagers se reconnaissent largement dans ces raisons.

2.4. Effets du Mobile Money sur l'inclusion financière et les dynamiques locales

Nous examinons ici comment le Mobile Money transforme progressivement l'accès aux services financiers tout en influençant les pratiques économiques, sociales et communautaires au niveau local.

2. 4.1. Contribution à l'inclusion financière

L'inclusion financière s'est renforcée grâce à l'accès facilité aux services financiers de base pour des populations jusque-là peu ou pas bancarisées. En offrant des solutions simples et accessibles, ces services réduisent les contraintes liées aux déplacements vers les structures traditionnelles et limitent le risque de vol grâce à la dématérialisation des transactions. Ce double avantage contribue à intégrer davantage de ménages dans le système financier formel et à sécuriser leurs opérations quotidiennes.

2. 4.2. Limites d'une inclusion financière

L'inclusion financière, telle qu'elle est souvent mise en œuvre aujourd'hui, se concentre essentiellement sur des fonctions de transfert et de circulation de liquidités, sans véritable intégration à des produits financiers structurants tels que le crédit, l'épargne formelle ou l'assurance. Cette approche expose la population à un risque « d'illusion d'inclusion » : bien que les individus soient désormais connectés au système financier, leurs habitudes et comportements financiers restent peu transformés, limitant ainsi les bénéfices réels de l'inclusion. Pour qu'elle soit véritablement impactante, l'inclusion financière doit dépasser la simple accessibilité aux services de paiement et favoriser l'adoption de solutions complètes qui soutiennent l'épargne, le crédit responsable et la protection contre les risques.

2. 4.3. Implications pour les politiques publiques et les opérateurs

Le Mobile Money constitue aujourd'hui un levier important pour la recomposition des pratiques financières dans de nombreuses régions. Il facilite l'accès aux services financiers de base, simplifie les transferts d'argent et contribue à une première inclusion d'une population jusque-là peu ou pas bancarisée. Toutefois, les résultats montrent que son potentiel reste partiellement exploité et que des défis subsistent. Il apparaît ainsi nécessaire de renforcer l'éducation financière afin que les utilisateurs puissent maîtriser pleinement les outils et prendre des décisions éclairées. Parallèlement, la fiabilité des infrastructures, qu'il s'agisse de la couverture réseau ou de la disponibilité des liquidités, doit être assurée pour garantir la continuité et la sécurité des opérations. Enfin, le développement d'opportunités de partenariats entre opérateurs, banques ou institutions de microfinance et acteurs locaux tels que les commerçants et les coopératives agricoles

pourrait consolider l'écosystème et favoriser une inclusion financière plus profonde et durable. En définitive, le Mobile Money recompose partiellement les pratiques financières, mais il laisse ouvertes de larges marges de progression, tant sur le plan de l'éducation, de l'infrastructure que de la collaboration entre acteurs.

2.5. Contraintes opérationnelles et vulnérabilités du système Mobile Money

L'analyse du système Mobile Money à Dianra révèle plusieurs contraintes opérationnelles et vulnérabilités qui influencent la qualité du service et limitent pleinement son potentiel d'inclusion financière.

2.5.1. Pannes réseau et interruptions de service

Les usagers rapportent une fréquence notable de pannes, dont la durée varie selon les périodes. Ces interruptions sont particulièrement critiques lors des moments à forte activité économique, tels que les jours de marché, les fins de mois ou certaines saisons agricoles spécifiques. Les conséquences sur les transactions sont significatives : elles entraînent des blocages dans le traitement des paiements, des retards dans la réception ou l'envoi de fonds, et génèrent un sentiment d'insécurité financière chez les utilisateurs. Cette situation met en évidence la nécessité d'améliorer la fiabilité des services pour garantir la continuité des opérations financières, surtout lors des périodes cruciales pour les usagers.

Tableau 7 : Répartition des problèmes rencontrés

Problème(s) rencontré(s)	Orange	MTN	Moov	Effectif	Fréquence (%)
Panne réseau	88	10	16	114	63,33
Manque de liquidité chez l'agent	40	6	8	54	30,00
Tarifs élevés	30	5	6	41	22,78
Erreur de transaction	16	2	3	21	11,67
Total	125	45	40	180	100,00

Source : Kapiéfolo J. KONE, 2025

Le tableau montre que les principaux problèmes rencontrés par les utilisateurs de Mobile Money sont les pannes réseau (63,33 %), suivies du manque de liquidité chez les agents

(30 %), des tarifs élevés (22,78 %) et des erreurs de transaction (11,67 %). Orange concentre la majorité des incidents, notamment pour les pannes réseau et le manque de liquidité, ce qui peut s'expliquer par sa large base d'utilisateurs. MTN et Moov sont moins concernés, mais restent touchés par les mêmes types de problèmes. Globalement, les pannes réseau et la liquidité limitée représentent les obstacles majeurs à l'utilisation fluide des services, tandis que les tarifs et erreurs de transaction concernent une minorité d'utilisateurs.

2.5.2. Autres difficultés rapportées

L'expérience des usagers avec les services de Mobile Money est étroitement liée à la fiabilité de l'infrastructure technique et financière. Les erreurs de numéro lors des transferts constituent une source fréquente de frustration et peuvent engendrer des pertes financières ou des litiges entre utilisateurs. Enfin, les risques d'insécurité, tels que les fraudes, les escroqueries ou les cas de SIM swap, affectent la confiance des populations envers ces solutions financières. Ainsi, un réseau performant et une disponibilité constante de liquidité sont essentiels pour garantir une expérience d'usage sécurisée et satisfaisante, conditionnant en grande partie la confiance et l'adoption des services de Mobile Money.

3-Discussion

L'étude menée à Dianra révèle un paysage financier où le Mobile Money s'est imposé comme l'infrastructure centrale, palliant une bancarisation formelle extrêmement faible limitée à 13,3 %. Ce résultat entre en résonance avec les analyses de A. Demirgüç-Kunt et al. (2018, p. 22) dans le rapport *Global Findex*, qui soulignent que l'Afrique subsaharienne est la seule région où le Mobile Money tire l'inclusion financière alors que la banque traditionnelle stagne. À Dianra, l'absence de besoin perçu est la raison majeure de la non-bancarisation pour 56,41 % des enquêtés. Ce constat s'aligne sur les travaux de A. Jenny et M. Isaac (2010, p. 215), qui expliquent que pour les populations rurales, la banque est souvent perçue comme un service complexe et géographiquement inaccessible, contrairement au Mobile Money qui s'intègre dans les pratiques économiques ordinaires.

Sur le plan des usages, les résultats montrent une prédominance des fonctions de base : dépôt (88,9 %), transfert (87,8 %) et retrait (74,4 %). Cette structure d'utilisation

confirme le modèle "Cash-in / Cash-out" théorisé par William Jack et T. Suri (2011, p. 12) dans leur étude sur M-Pesa. Comme à Dianra, le service est mobilisé pour une fonction essentiellement transactionnelle : sécurisation des fonds et transferts interpersonnels. Cependant, la faible pénétration des services avancés, tels que le micro-crédit (5,6 %) et le paiement chez les commerçants (8,9 %), souligne les limites d'une inclusion qui demeure minimale. Ce décalage suggère que Dianra se trouve dans une phase de "finance de subsistance", rejoignant la critique de D. Kevin (2012, p. 65), qui indique que le Mobile Money joue souvent un rôle de porte-monnaie électronique sans transformation structurelle des comportements financiers.

En ce qui concerne les contraintes opérationnelles, les pannes réseau (63,33 %) et le manque de liquidité (30 %) identifiés à Dianra constituent des freins critiques. Ces résultats corroborent les observations de C. Riquet, E. Duflos et J. C. Izaguirre (2022, p. 1) (CGAP Blog) sur les risques liés à la croissance de la finance digitale en Côte d'Ivoire sans une robustesse proportionnelle des infrastructures. L'hégémonie de l'opérateur Orange à Dianra, qui concentre la majorité des incidents de réseau et de liquidité, illustre la vulnérabilité du système, un point également soulevé par la BCEAO (2021, p. 18) dans son rapport annuel sur les services financiers numériques.

Enfin, le profil économique des usagers de Dianra, majoritairement des hommes (74,4 %), agriculteurs et commerçants (60 %) à bas revenus, confirme les thèses de B. K. Timite et L. Skalli (2023, p. 425) sur le rôle du Mobile Money comme levier d'inclusion dans l'UEMOA. Toutefois, la sous-représentation des femmes à Dianra (25,6 %) souligne un fossé de genre persistant, déjà documenté par M. Mbouombouo et Patrick-Hervé (2019, p. 34), montrant que les femmes rurales font face à des barrières supplémentaires d'accès et de liquidité. En conclusion, si Dianra a réussi sa transition vers une monnaie numérique de transaction, elle reste au seuil d'une inclusion financière transformatrice permettant de sécuriser durablement les revenus agricoles.

Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît que le Mobile Money s'est imposé à Dianra comme l'infrastructure financière centrale dans un contexte de très faible bancarisation formelle. La quasi-totalité des enquêtés recourent aux services mobiles depuis plus d'une décennie,

mais principalement pour des opérations de dépôt, retrait et transfert, confirmant le rôle avant tout transactionnel du Mobile Money et son inscription dans une logique de sécurisation des liquidités et de soutien aux échanges interpersonnels. Les agriculteurs et petits commerçants en sont les principaux bénéficiaires, ce qui souligne la pertinence de ces dispositifs pour accompagner les économies rurales et informelles. Toutefois, la faible utilisation des services financiers avancés révèle les limites d'une inclusion qui demeure minimale et peu transformative : le porte-monnaie électronique prolonge le cash sans constituer encore un véritable vecteur de montée en gamme financière. Les contraintes opérationnelles récurrentes, pannes de réseau, manque de liquidité chez les agents, rappellent par ailleurs que l'efficacité de cette « finance numérique » est étroitement dépendante de la robustesse des infrastructures techniques et de l'ancrage territorial des réseaux d'agents. Ces résultats plaident pour une action publique et privée plus coordonnée : amélioration de la qualité de service, renforcement des capacités de trésorerie des agents, dispositifs d'éducation financière ciblés, développement de produits d'épargne et de crédit adaptés aux profils ruraux, en articulation avec les institutions de microfinance. Sur le plan scientifique, l'étude ouvre plusieurs pistes : comparaisons interterritoriales entre différentes localités rurales, analyses longitudinales des trajectoires d'utilisateurs, croisement avec les données des opérateurs pour mieux objectiver les flux. À moyen terme, la question centrale sera de savoir si le Mobile Money à Dianra restera un simple outil de circulation monétaire ou s'il pourra devenir un levier structurant de transformation des rapports des ménages au système financier et, plus largement, aux dynamiques de développement local.

BIBLIOGRAPHIE

Agence de Promotion de l'Inclusion Financière, 2023, *Rapport annuel sur l'inclusion financière – 2023*. Ministère des Finances et du Budget, Côte d'Ivoire. <https://apif.finances.gouv.ci/images/app/publications/333/rapport-if-20231206-.pdf>
apif.finances.gouv.ci+1

Aker Jenny et Mbiti Isaac, 2010, « Mobile Phones and Economic Development in Africa », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 24, n° 3, pp. 207-232.

Banque Centrale Des États De L'Afrique De L'ouest (BCEAO), 2021, *Rapport sur les services financiers numériques dans l'UEMOA – Année 2021*, Dakar, Sénégal.

Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2023, « *Tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA* » https://www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/Tableau%20de%20Bord%20de%20l%27inclusion%20financiere%20dans%20l%27UEMOA-2023_Edit%C3%A9.pdf

CHENEAU-LOQUAY Annie, 2012, « La téléphonie mobile dans les villes africaines une adaptation réussie au contexte local », in *L'Espace géographique*, Tome 41, pp. 82-93.

Demirgüç-Kunt Asli, Klapper Leora, Singer Dorothe, Ansar Saniya et Hess Jake, 2018, *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*, Washington, DC: World Bank.

Donovan Kevin, 2012, « Mobile Money for Financial Inclusion », *Information and Communication Technologies for Development*, World Bank, Washington DC, pp. 61-73.

GSMA (Groupe Spécial Mobile Association), 2019, *State of the Industry Report on Mobile Money*, Londres, Royaume-Uni. [En ligne] disponible sur : <https://www.gsma.com/>

GSMA, 2019, *The Mobile Economy West Africa 2019*. GSM Association. <https://www.gsma.com/mobileeconomy/west-africa/> GSMA+1

GSMA, 2020, *State of the Industry Report on Mobile Money 2019*. GSM Association. https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/gsma_resources/state-of-the-industry-report-on-mobile-money-2019/ GSMA+1

Jack William et Suri Tavneet, 2011, « Mobile Money: The Economics of M-PESA », *National Bureau of Economic Research (NBER)*, Working Paper n° 16721, Cambridge.

Mbouombouo Mfossa et Patrick-Hervé, 2019, « Mobile money-driven financial inclusion and financial resilience in Sub-Saharan Africa: Insights from Cameroon », *HAL Post-Print*, Centre pour la Communication Scientifique Directe (CCSD).

MBOUOMBOUO Mfossa et PATRICK-Hervé, 2019, *Mobile money-driven financial inclusion and financial resilience in Sub-Saharan Africa: Insights from Cameroon*. HAL Post-Print. <https://hal.science/hal-03622403> ada-microfinance.org+1

Oxford Business Group, 201 Easy money: Strong and steady mobile money growth broadens financial access. In *The Report: Côte d'Ivoire 2019*. Oxford Business Group. <https://oxfordbusinessgroup.com/easy-money-strong-and-steady-mobile-money-growth-broadens-financial-access/> Oxford Business Group+1

Oxford Business Group, 2019, « Easy money: Strong and steady mobile money growth broadens financial access », *The Report: Côte d'Ivoire 2019*, Londres, Royaume-Uni.

Riquet Corinne, Duflos Eric et Izaguirre Juan Carlos, 2022, « Growth of digital finance in Côte d'Ivoire is not without risks », *CGAP Blog*, Consultative Group to Assist the Poor. [En ligne] disponible sur: <https://www.cgap.org/>

RIQUET Corinne, DUFLOS Eric, et IZAGUIRRE Juan Carlos, 2022, « Growth of digital finance in Côte d'Ivoire is not without risks. *CGAP Blog* ». <https://www.cgap.org/blog/growth-digital-finance-cote-divoire-not-without-risks>
cgap.org+2cgap.org+2

Timite Baba Kassoum et Skalli Leila, 2023, « Digital finance and financial inclusion in the WAEMU zone: The role of mobile money », *Journal of Financial Economic Policy*, vol. 15, n° 4/5, pp. 412-430.

TIMITE Baba Kassoum, et SKALLi Leila, 2023, « Le mobile money, levier d'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA ». *Alternatives Managériales Économiques*, 5(1), 417–435. <https://revues.imist.ma/index.php/AME/article/view/37699>
Revues.IMIST+2Revues.IMIST+2